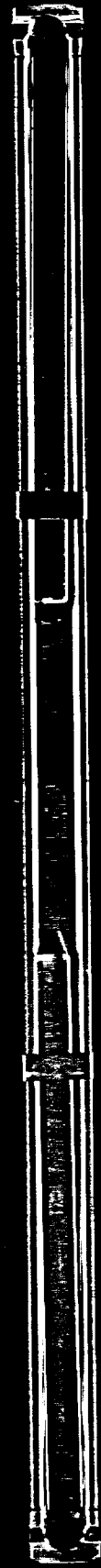


doc
CA1
EA
88C33
EXF

DOCS
CA1 EA 88C33 EXF
The Toronto Economic Summit. --
43248711



43-248-711(e)

LE SOMMET ÉCONOMIQUE DE TORONTO
1. COORDINATION ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE

L'objectif permanent des Sommets est de parvenir à des politiques macro-économiques compatibles en vue de favoriser une croissance équilibrée. Même si les Sommets ne sont pas des mécanismes de prise de décisions, ils ont permis aux dirigeants des grandes démocraties industrialisées de rechercher une réaction plus concertée et efficace aux problèmes économiques et de mettre en oeuvre des politiques susceptibles de rétablir la confiance.

À Tokyo en 1986, reconnaissant la nécessité d'une coordination étroite et continue des politiques économiques, les dirigeants du Sommet ont créé le Groupe des sept ministres des Finances (G-7) à qui ils ont confié la responsabilité d'améliorer la coordination des politiques de promotion d'une croissance économique non inflationniste, de renforcer les mesures commerciales incitatives favorisant l'emploi et l'investissement, et d'assurer une plus grande stabilité des taux de change.

Réunis à Paris en février 1987, les ministres des Finances du Groupe des sept ont convenu qu'il était nécessaire de promouvoir une croissance globale plus équilibrée et de réduire les déséquilibres budgétaires et commerciaux existants. Chaque pays a alors pris des engagements précis à cet égard. L'Accord du Louvre comprenait des mesures destinées à stimuler la demande interne au Japon et en RFA ainsi qu'à réduire le déficit budgétaire américain.

Le Canada s'est alors engagé à réduire le déficit du budget fédéral, à réformer son régime fiscal et sa réglementation, à mener des initiatives de libéralisation des échanges sur les plans bilatéral (avec les États-Unis) et multilatéral (dans le cadre de l'Uruguay Round), et à continuer d'orienter sa politique monétaire en fonction de l'objectif de réduire l'inflation et d'assurer le fonctionnement harmonieux du marché des changes.

Le Groupe des sept a également affirmé que les importants changements survenus sur le plan des taux de change depuis l'accord conclu par le Groupe des cinq à Washington en septembre 1985 (Accord du Plaza) contribueraient à réduire les déséquilibres extérieurs, et avaient ramené les taux de change à l'intérieur de limites compatibles avec les principes économiques fondamentaux, à

condition que ces engagements soient respectés. Les ministres du Groupe des sept et les gouverneurs des banques centrales ont convenu de collaborer afin de favoriser la stabilité des taux de change.

Le Sommet de Venise de juin 1987 a été dominé par un esprit de coopération et de cohésion entre les dirigeants. Ils furent encouragés par une croissance économique soutenue, bien que plus faible, par le maintien de faibles taux d'inflation et par une baisse générale des taux d'intérêt. La stratégie adoptée par le Groupe des sept (Accord du Louvre) a été entérinée par le Sommet puis par le communiqué de décembre 1987 du Groupe des sept. Facteur particulièrement important pour le Canada, les dirigeants du Sommet ont convenu de renforcer davantage le rôle du Groupe des sept ministres des Finances.

Malgré tout, le 19 octobre, le brusque fléchissement du marché des actions a propagé une onde de choc sur tous les marchés financiers du monde. La preuve de l'intégration croissante des marchés financiers internationaux a été faite ainsi que celle de leur grande vulnérabilité, due en grande partie aux énormes déséquilibres du commerce international. Ces déséquilibres déstabilisateurs entre les États-Unis, le Japon, la République fédérale d'Allemagne et les nouveaux pays industrialisés d'Asie, proviennent d'une divergence des politiques au début et au milieu des années 80, période où les États-Unis suivaient des politiques budgétaires expansionnistes entraînant une augmentation des importations, tandis que d'autres pays, particulièrement l'Allemagne de l'Ouest et le Japon, appliquaient des politiques économiques serrées qui réduisaient la demande à l'égard des importations.

Du côté positif, il est clair maintenant que l'économie internationale s'est mieux remise du choc d'octobre qu'on ne l'avait prévu à l'origine. La majorité des pronostiqueurs sont d'avis que les pays industriels peuvent jouir d'une sixième année de croissance modérée et de faible inflation. Il y a maintenant des signes, à la suite des fluctuations des taux de change, que les principaux déséquilibres extérieurs commencent à se redresser. Le Japon et, à un moindre degré, l'Allemagne de l'Ouest, ont pris des mesures pour stimuler leur demande intérieure, tandis que les États-Unis ont poursuivi des politiques plus serrées, notamment en réduisant les dépenses publiques fédérales.

Le bilan de l'exécution des engagements pris par le gouvernement canadien aux termes de l'Accord du Louvre est positif. Du côté macro-économique, le gouvernement a réduit progressivement le déficit budgétaire fédéral et a lancé un important programme de réforme fiscale. Du côté micro-économique, il a suivi une politique active de réforme de la réglementation dans les secteurs des finances, des transports et des télécommunications, ainsi qu'une politique de privatisation des sociétés d'État et de leurs avoirs. En outre, le gouvernement participe activement aux négociations commerciales multilatérales et a négocié un important accord de libre-échange avec les États-Unis.

Au moment où les déséquilibres économiques mondiaux se trouvent réduits, le défi que doivent relever les décideurs dans les pays du Sommet est de s'engager à mettre en oeuvre une juste combinaison de mesures macro et micro-économiques pour gérer efficacement la transition, sans compromettre les perspectives de croissance économique non inflationniste soutenue. Le Sommet de Toronto fournira aux dirigeants du Sommet l'occasion de contribuer à rétablir la confiance en faisant preuve d'un leadership crédible en ce sens.



-
LE SOMMET ÉCONOMIQUE DE TORONTO
2. LES NÉGOCIATIONS COMMERCIALES MULTILATÉRALES

Les questions du protectionnisme et du commerce mondial ont été discutées à tous les Sommets. Les réunions de la fin des années 70 ont donné appui et élan au Tokyo Round des négociations commerciales multilatérales qui ont été conclues avec succès en 1979. A la suite d'un engagement pris au Sommet de Tokyo de 1986, les ministres des pays signataires du GATT, y compris le secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Canada, M. Joe Clark, se sont réunis en septembre de cette même année à Punta del Este, en Uruguay, afin de lancer une nouvelle série de négociations commerciales multilatérales (NCM). Les négociations de l'Uruguay Round seront les plus vastes et les plus ambitieuses qui aient jamais été entreprises; elles doivent fixer la structure des relations commerciales internationales jusqu'à la fin du siècle et au-delà.

Pour le Canada, les NCM représentent à la fois un défi et une occasion d'aider à identifier des solutions à long terme aux problèmes actuels et naissants du système commercial international. Conscient que le temps presse, le Canada aborde les négociations du Uruguay Round avec la volonté arrêtée de lutter contre les menaces protectionnistes, d'assujettir davantage le commerce international à la règle du droit et de relancer les efforts de libéralisation du commerce.

La Déclaration ministérielle de Punta del Este témoigne de l'intérêt que portent les pays participants à ce processus et montre à quel point l'ordre du jour des négociations est chargé. Cette déclaration:

- renforce considérablement l'engagement de mettre un frein à l'introduction de nouvelles mesures protectionnistes et de promouvoir des politiques qui élimineront les barrières commerciales (statu quo et recul);
- fixe pour la première fois des objectifs précis en vue de négociations de portée générale sur l'agriculture, qui portent non seulement sur l'amélioration de l'accès aux marchés, mais également sur l'application de règles de discipline multilatérales concernant l'utilisation de toutes les subventions directes et indirectes et des autres mesures qui faussent les échanges;
- vise à réduire ou à éliminer les barrières tarifaires et non tarifaires afin d'améliorer les conditions d'accès aux marchés;
- inclut de "nouveaux thèmes" comme le commerce des services, la propriété intellectuelle et les mesures concernant les investissements liés au commerce;

- précise un ensemble de mesures relatives à la création d'institutions et à l'établissement de règles afin de renforcer et d'élargir le mandat du GATT.

À Venise, en 1987, les dirigeants ont renouvelé leur appui au système commercial multilatéral et à l'Uruguay Round. Ils ont reconnu que les pratiques commerciales abusives et protectionnistes ne peuvent être maintenues, et que les négociations de l'Uruguay Round doivent progresser rapidement. Ils se sont engagés à déposer des propositions détaillées pour les négociations et ont appuyé la demande d'un examen ministériel à mi-parcours des résultats des NCM. Les dirigeants ont convenu que l'un des objectifs des NCM devrait être d'obtenir des résultats rapides et, dans leur communiqué, ils ont rappelé la disposition contenue dans la déclaration de Punta del Este, à savoir que les accords conclus dans les premières phases des négociations pourraient être mis en oeuvre avant la conclusion des négociations.

Lorsque l'Uruguay Round a été lancé en 1986, il a été convenu qu'il prendrait fin au bout de quatre ans. La Conférence d'examen à mi-parcours des NCM au niveau ministériel, qui aura lieu à Montréal la semaine du 5 décembre 1988, offrira l'occasion d'examiner et de consolider les réalisations des deux premières années de pourparlers et de donner un nouvel élan à la phase finale décisive.

Le Canada, qui tire 46 % de son produit intérieur brut du commerce extérieur, joue un rôle constructif dans les NCM pour abaisser les obstacles au commerce mondial et créer des règles du jeu plus transparentes et efficaces. Il est important pour le Canada d'avoir un GATT fort et qui soit crédible tant pour les nations commerçantes que pour les gens d'affaires qui pratiquent le commerce international. À cette fin, le Canada travaille avec ses partenaires du Sommet à établir des moyens de renforcer le système du GATT et de lui donner plus d'efficacité.

Le Canada estime que tous les pays auront à gagner d'une croissance économique mondiale assurée par la libéralisation des échanges. Le gouvernement canadien, qui juge la participation des pays en développement indispensable à la réussite de l'Uruguay Round, les a vivement encouragés à prendre une part entière à ces négociations. Il a cherché à les aider en ce sens grâce à des projets financés par l'Agence canadienne de développement international, dont des projets de caractère éducatif destinés aux responsables de la politique commerciale, visant à rendre ceux-ci plus capables d'élaborer leurs positions et défendre leurs intérêts dans ces négociations.

Les perspectives de la Conférence d'examen à mi-parcours seront discutées par les dirigeants au Sommet de Toronto.

LE SOMMET ÉCONOMIQUE DE TORONTO
3. LE COMMERCE DES PRODUITS AGRICOLES

Ces dernières années, des politiques agricoles mal conçues ont provoqué une très forte croissance de la production agricole, particulièrement dans les pays développés. La production agricole mondiale n'a cessé de dépasser la demande effective, ce qui a entraîné le gonflement des stocks et le déclin des cours internationaux. Au cours des derniers mois, les stocks ont été réduits quelque peu et les prix de certains produits se sont légèrement redressés. Les cours internationaux du blé restent déprimés en comparaison des niveaux existant au début de la décennie, et aucune mesure n'a été prise encore pour réformer les politiques et remédier ainsi aux causes fondamentales du problème.

Les agriculteurs exposés à cette baisse des cours mondiaux ont vu leur situation financière sérieusement aggravée. La progression très rapide des coûts des programmes de soutien agricole hypothèque lourdement les budgets nationaux.

La communauté internationale tente de cerner les causes fondamentales du problème. On considère que la principale cause est l'encouragement à la surproduction que créent les programmes de soutien agricole. Les mesures de soutien des prix et du revenu des producteurs comptent pour plus de 80 p. cent de toute l'aide gouvernementale que les pays de l'OCDE accordent à l'agriculture. Depuis, les écarts entre les cours mondiaux et les prix de soutien internes se sont nettement élargis.

La situation a été aggravée au cours des dix dernières années par un ralentissement de la demande lié à la situation économique mondiale et à une nouvelle augmentation des stocks attribuable aux progrès technologiques dans les pays développés, et par l'accroissement de la production dans certains pays en développement.

Certaines politiques sont particulièrement dommageables à l'économie agricole internationale. En 1977, la CEE enregistrait un déficit céréalier de 24 millions de tonnes métriques. Des prix de soutien agricole élevés ont transformé ce déficit en un excédent de 14 millions de tonnes en 1986; c'est là un changement de 38 millions de tonnes dans le solde céréalier de la CEE en moins d'une décennie.

Malgré les décisions récentes de la CEE qui visent à limiter les dépenses au titre du soutien agricole, de l'avis du Canada, ces mesures n'auront probablement pas d'effets importants sur la production et le commerce agricoles. De récents changements aux politiques

américaines ont eu eux aussi une incidence fort négative sur les prix internationaux, surtout ceux des céréales. Les États-Unis ont sensiblement intensifié leur recours aux subventions à l'exportation dans le cadre de leur Programme de valorisation des exportations. Cela a amené les cours mondiaux bien en deçà des prix pratiqués sur le marché américain.

C'est par les soins du Premier ministre Mulroney que l'agriculture est devenue pour la première fois, à Tokyo en 1986, une question à l'ordre du jour des Sommets. Les dirigeants ont alors pris note avec inquiétude de l'excédent de la production agricole, dû en grande partie aux politiques de subventions et de protection. Ils se sont mis d'accord sur la nécessité de mesures visant à réorienter les politiques et à régler la production agricole en fonction de la demande mondiale réelle.

La même année, le Canada a joué un rôle dans la création, par l'Australie, du Groupe de Cairns de 13 pays exportateurs de produits agricoles. Ce groupe, qui réunit tout un éventail de pays, a établi des objectifs de vaste portée pour la réforme du commerce des produits agricoles, question qui figure en bonne place à l'ordre du jour de l'Uruguay Round. Les problèmes du commerce des produits agricoles ont été aussi une grande priorité du Canada au Sommet de Venise en 1987. La Déclaration économique de Venise appuyait énergiquement et sans réserve le communiqué ministériel de 1987 de l'OCDE sur l'agriculture qui réitérait énergiquement le besoin d'une réforme concertée des politiques agricoles, étant donné l'ampleur de ces problèmes et l'urgence de leurs résolutions.

À leur dernière réunion, les ministres du groupe de Cairns sont convenus de la nécessité d'élaborer les éléments d'un programme de réforme, d'ici le milieu de l'année, afin de rendre possible un engagement collectif envers un cadre à long terme de réforme agricole à la Conférence d'examen à mi-parcours des NCM qui doit avoir lieu à Montréal en décembre. Le Canada est d'avis que ce cadre doit s'appuyer sur un renforcement des règles du GATT. En outre, les mesures à appliquer immédiatement devraient comprendre un gel de toutes les mesures de soutien qui faussent le commerce des produits agricoles, suivi de réductions du soutien global, pour ce qui est notamment des subventions à la production et aux exportations qui exercent le plus grand effet de distorsion sur les échanges. Il faut aussi une augmentation immédiate des possibilités d'accès aux marchés et un accord sur la gestion des excédents de manière à éviter des perturbations des marchés mondiaux.

À Toronto, les dirigeants du Sommet examineront les progrès accomplis vers une réforme du commerce des produits agricoles et discuteront des tâches qu'il reste à accomplir, particulièrement en ce qui concerne les négociations commerciales multilatérales.

Avril 1988

LE SOMMET ÉCONOMIQUE DE TORONTO
4. LA DETTE DES PAYS À REVENU MOYEN

Le fardeau de la dette de nombreux pays en développement, qui a atteint au total plus de 1 billion \$US, a été l'une des grandes questions à l'ordre du jour des dernières réunions du Sommet. L'endettement des pays à revenu moyen, principalement en Amérique latine, représente près de la moitié de ce montant.

Depuis que la question de la dette des pays en développement s'est posée pour la première fois en tant que problème grave en 1982, la communauté internationale a adopté, pour y remédier, une stratégie fondée sur un plus long calendrier d'amortissement et sur de nouveaux prêts visant à permettre aux pays débiteurs de croître et de s'adapter.

En 1985, le secrétaire au Trésor américain Baker a lancé une initiative pour renforcer la stratégie de la dette au moyen d'un appel de 20 milliards \$ de nouveaux fonds des banques commerciales et de 9 milliards \$ des institutions financières internationales. Fondée sur l'approche au cas par cas du problème de la dette adoptée au Sommet de Williamsburg de 1983, la principale caractéristique de cette stratégie est d'établir que l'ajustement intérieur doit aussi permettre un taux de croissance économique adéquat dans les pays débiteurs. Plus précisément, le Plan Baker mettait l'accent sur certains besoins essentiels, à savoir : la mise en oeuvre par les pays débiteurs de réformes de leurs politiques économiques, un rôle central continu pour le FMI et un rôle accru pour les banques de développement multilatérales, particulièrement la Banque mondiale, et une augmentation des prêts des banques commerciales.

À Venise en 1987, les dirigeants du Sommet ont approuvé une initiative américaine quant à une stratégie coopérative de la dette et se sont montrés heureux d'une coopération plus étroite entre les institutions financières internationales.

La stratégie internationale de la dette a fait d'importants progrès vers une solution du problème de la dette des pays en développement. Des crises financières possibles ont été évitées avec succès et le danger qui menaçait l'ensemble du système financier mondial, bien que toujours présent, a été réduit considérablement. Plusieurs des pays les plus lourdement endettés ont mis en oeuvre

.../2

d'énergiques programmes d'ajustement, d'une importance cruciale pour le rétablissement éventuel de leur solvabilité.

La Banque mondiale et le Fonds monétaire international ont joué des rôles clés dans l'aide aux pays débiteurs en les conseillant sur les politiques, et, évidemment, en leur concédant des prêts pour appuyer leurs réformes économiques. On s'attend sous peu à un accord sur une augmentation générale du capital de 74.8 milliards \$US pour la Banque, afin d'augmenter sa capacité de prêt. Les banques commerciales et le groupe de créanciers publics du Club de Paris ont donné leur appui aux pays débiteurs pour la mise en oeuvre de leurs programmes d'ajustement, grâce au rééchelonnement de leur dette et à des extensions de crédit au besoin.

En dépit de ces développements positifs, cependant, la mise en oeuvre de la stratégie de la dette a été inégale. Bien que plusieurs pays en développement aient réussi à réduire le fardeau de leur dette, d'autres continuent à être aux prises avec de graves difficultés économiques. Ces difficultés ont été aggravées par un environnement international défavorable, notamment par une croissance économique lente et de faibles prix des matières premières. Dans ces circonstances, des efforts renouvelés sont en cours pour renforcer davantage la stratégie internationale de la dette.

La plupart des débiteurs et des créanciers, y compris le Canada, continuent de souscrire au Plan Baker pour la gestion du problème de la dette. Si l'on veut que les pays en développement croissent pour se dégager de leurs dettes, toutefois, il faudra s'attacher davantage à améliorer l'application de cette stratégie. Les principaux défis à relever à cet égard sont notamment les suivants: encourager un rôle plus actif des gouvernements prêteurs et des institutions financières internationales dans l'apport de ressources financières pour la croissance et l'ajustement; élargir encore plus le "menu d'options" pour que les banques commerciales s'occupent plus efficacement d'assurer un financement aux pays débiteurs qui mettent en oeuvre des programmes d'ajustement appropriés; concilier le besoin de financement supplémentaire avec la possibilité nouvelle des "options" qui réduisent effectivement la dette accumulée, les banques absorbant les pertes qui s'y rattachent; et, enfin, offrir de nouvelles incitations aux pays débiteurs pour qu'ils renforcent leurs programmes d'ajustement économique. Les dirigeants du Sommet examineront ces questions à Toronto.

Avril 1988

LE SOMMET ÉCONOMIQUE DE TORONTO
5. LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT ET LES
PROBLÈMES SPÉCIAUX DE L'AFRIQUE

Un environnement économique mondial qui reste difficile met en lumière à la fois les réalités et les défis de l'interdépendance entre pays développés et en développement. L'étendue et la complexité de ces relations ont été discutées lors des derniers Sommets.

Aux yeux du Canada, un apport substantiel et accru de ressources de l'extérieur aux pays en développement est la clé de la croissance et du développement de ces pays. Le programme canadien d'aide au développement est considérable et, comme l'indique la nouvelle stratégie gouvernementale de l'aide, prendra de l'ampleur à l'avenir, pour atteindre 0,6 % du PNB en 1995-1996 et 0,7 % en l'an 2000. Le Canada souhaite que les institutions financières internationales jouent un rôle énergique, notamment le FMI et le Groupe de la Banque mondiale, pour faciliter les apports de ressources vers les pays en développement. Il encourage une plus grande coopération et coordination entre les institutions de Bretton Woods, ainsi qu'entre ces dernières et les pays qui offrent une aide bilatérale afin que des ressources soient acheminées de la manière la plus efficace vers les pays en développement et que ceux-ci obtiennent les meilleurs conseils possibles aux fins de l'élaboration de leurs politiques.

La position du Canada reflète l'engagement de longue date des Canadiens envers l'aide au développement international et la coopération. Elle traduit en outre la conviction que la coopération multilatérale à l'égard des questions économiques est indispensable à la croissance économique, tant dans les pays développés qu'en développement. Le gouvernement canadien estime en particulier que la nouvelle série de négociations commerciales multilatérales offre un moyen d'assurer la croissance mondiale grâce à la libéralisation des échanges et que tous les pays, y compris les pays en développement, en retireront des avantages.

Le développement des pays les plus pauvres, particulièrement ceux de l'Afrique subsaharienne, reste un processus à long terme particulièrement difficile. On s'accorde à reconnaître qu'il est indispensable de faire preuve de patience, d'énergie et d'imagination pour mettre en place et soutenir un niveau acceptable d'infrastructure pour le développement. Dans bien des cas, une importante réforme des politiques économiques est nécessaire pour qu'il y ait ajustement, afin de favoriser la croissance.

.../2

Un certain nombre de gouvernements africains ont pris des mesures courageuses dans le sens de la réforme. Les gouvernements donateurs ont accepté d'aider l'Afrique dans ce processus au moyen d'apports accrus de ressources et d'autres mesures.

Dans ce contexte, la dette extérieure des pays les plus pauvres de l'Afrique subsaharienne pose des problèmes uniques qui exigent une attention spéciale. Bien que leur dette relativement faible en termes absolus (environ 85 milliards \$ US) crée moins de risques pour le système financier mondial que les difficultés des grands pays débiteurs, il s'agit d'un fardeau très lourd pour les petites économies fragiles en cause. Dans la plupart des cas, une baisse des échanges commerciaux a rendu encore plus problématique le service de la dette extérieure à court terme. La majeure partie de la dette des pays les plus pauvres a été contractée envers des gouvernements et des institutions financières internationales, et ces donateurs ont donc la possibilité de contribuer directement à corriger le problème.

Depuis le Sommet de Venise de 1987, de nombreuses réalisations ont été accomplies à cet égard. À Venise, les problèmes spéciaux des pays les plus pauvres ont reçu une haute priorité. Les dirigeants des pays du Sommet ont demandé l'expansion de la Facilité d'ajustement structurel (FAS) du Fonds monétaire international, qui assure un financement à des conditions de faveur pour les pays les plus pauvres soucieux de mettre en oeuvre des réformes économiques. Cet objectif a été atteint en décembre dernier, lorsqu'on a décidé de tripler les ressources de la FAS. Les dirigeants ont aussi envisagé la possibilité d'innovations au Club de Paris où l'on réaménage la dette publique. Les membres du Club se sont mis d'accord sur des délais d'amortissement plus généreux pour les pays les plus pauvres. Pour sa part, la Banque mondiale a pu mobiliser des engagements de 6,7 milliards \$ US de la part de donateurs bilatéraux pour cofinancer ses programmes d'ajustement dans les pays les plus pauvres de l'Afrique subsaharienne durant les trois prochaines années. Enfin, certains pays ont offert des facilités à l'égard de prêts d'aide publique au développement consentis dans le passé.

Aux Sommets francophone et du Commonwealth tenus à l'automne dernier, le Canada a annoncé la remise de ce genre de dette dans le cas de treize pays de l'Afrique subsaharienne. Le Canada donnait ainsi suite à son engagement pris à la Session spéciale de l'ONU sur l'Afrique en 1986 de contribuer à alléger le fardeau de la dette dans cette région. Malgré ces initiatives récentes, un groupe d'études spécial de l'ONU estime qu'il faudra encore

2 milliards \$US par année, durant les prochaines années, afin de rétablir les perspectives de développement et de croissance des pays les plus pauvres de l'Afrique.

Le Canada veillera, comme il l'a fait lors des Sommets passés, à ce qu'il soit tenu compte des intérêts et perspectives des pays en développement à la réunion de Toronto, étant donné particulièrement le rôle qu'il a joué en tant qu'hôte des Sommets francophone et du Commonwealth en 1987.

di
di
se
re
Wi
su
So
l'
Gu
le
la
me
pa
de
l'
fa
ap
Go
co

qu
co
ae
re
pr
v

su
ex
na
re

pa
de
No
co
l
qu
au
au

pa
d
d
Mo
Go
re
9

Avril 1988

LE SOMMET ÉCONOMIQUE DE TORONTO
6. LES QUESTIONS POLITIQUES

L'état des relations Est-Ouest domine souvent les discussions politiques des Sommets. Par exemple, les dirigeants réunis à Versailles en 1982 et à Londres en 1984 se sont mis d'accord sur une approche générale en matière de relations économiques entre l'Est et l'Ouest. Au Sommet de Williamsburg en 1983, le Japon fut associé à une déclaration sur l'indivisibilité de la sécurité des pays du Sommet. Le Sommet de Bonn de 1985 par sa "Déclaration politique faite à l'occasion du 40^e anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale" faisait état des valeurs démocratiques que les pays du Sommet ont en commun, et il en a été de même de la Déclaration de Tokyo, en 1986, "Pour un avenir meilleur". Dans leurs discussions et déclarations, les participants du Sommet ont souvent traité d'aspects précis des relations Est-Ouest comme le contrôle des armements et l'Afghanistan. La "Déclaration sur les relations Est-Ouest" faite au Sommet de Venise en 1987 traduisait en fait une approche commune à l'égard de l'Union soviétique de M. Gorbatchev, en ce qui concerne ces questions et d'autres comme les droits de la personne.

Au fil des ans, les Sommets ont aussi traité de la question du terrorisme. La Déclaration de Bonn de 1978 a constitué un fait marquant dans la lutte contre la piraterie aérienne. À Venise, l'an dernier, les dirigeants ont réaffirmé leur adhésion aux déclarations des Sommets précédents sur le terrorisme et ont pris des décisions visant à renforcer la Déclaration de Bonn.

Les discussions des dirigeants portent également sur les crises qui ont lieu à l'époque du Sommet. Par exemple, l'accident nucléaire de Tchernobyl et la liberté de navigation dans le golfe Persique ont été traitées respectivement aux deux derniers Sommets.

Les ministres des Affaires étrangères qui participent au Sommet échangent des vues sur une vaste gamme de questions politiques. En plus des relations Est-Ouest et Nord-Sud, ils discutent généralement des conflits régionaux comme ceux du Moyen-Orient, de l'Afrique du Sud, de l'Amérique centrale, de l'Afghanistan, du Kampuchea, ainsi que de la guerre entre l'Iran et l'Iraq. Ils font rapport aux dirigeants de leurs discussions et les aident à mettre au point le texte final des déclarations politiques.

À Toronto, les dirigeants ne manqueront pas, comme par le passé, de discuter des relations Est-Ouest et d'autres sujets politiques. Les relations Est-Ouest seront d'un intérêt particulier après la réunion au sommet de Moscou entre le président Reagan et le secrétaire-général Gorbatchev qui doit avoir lieu du 29 mai au 2 juin et la réunion ministérielle de l'OTAN qui aura lieu à Madrid les 9 et 10 juin.

Avril 1988

LE SOMMET ÉCONOMIQUE DE TORONTO
7. SUJETS CONNEXES

Les dirigeants du Sommet se sont aussi intéressés à d'importants sujets tels que la protection de l'environnement, les sciences et la technologie, l'abus des stupéfiants, le SIDA, et l'éducation. Étant donné le désir des dirigeants de se consacrer à Toronto aux grandes questions économiques de l'heure, il est encore difficile de savoir si et comment ces sujets connexes seront abordés. Les questions suivantes pourraient intéresser les dirigeants cette année.

L'environnement - Les dirigeants présents au Sommet de Venise en 1987 ont réaffirmé qu'ils avaient la responsabilité commune de protéger l'environnement. Les pays du Sommet ont donné suite à cet engagement en participant aux activités d'organismes multilatéraux et de l'ONU touchant des problèmes tels que le contrôle des substances nocives, la destruction de la couche d'ozone, le transport sur de grandes distances de la pollution atmosphérique (pluies acides) et d'autres problèmes de pollution de l'air et de l'eau. En septembre 1987, le Protocole de Montréal sur la protection de la couche d'ozone fut signé.

Le rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (Rapport Brundtland) a été publié en avril 1987 et les organismes multilatéraux et les institutions de l'ONU étudient comment l'on peut donner suite à ses recommandations dans les fora appropriés. On y retrouve toute une gamme de recommandations portant notamment sur la réalisation d'un développement durable par l'intégration des préoccupations environnementales dans les décisions économiques et sociales, et sur la protection du patrimoine environnemental commun pour le bénéfice des générations à venir.

Les sciences et la technologie - Les sciences et la technologie se sont inscrites de diverses manières à l'ordre du jour des cinq derniers Sommets économiques. Cela traduit à la fois l'importance croissante de la technologie dans les affaires économiques et l'internationalisation plus poussée des sciences et de la technologie.

Au Sommet de 1983, le Japon a proposé la tenue d'une conférence annuelle d'"hommes sages" indépendants sur les incidences éthiques des progrès des sciences de la vie. La cinquième de ces conférences sur la Bioéthique aura lieu en avril en Italie.

Les dirigeants se sont penchés sur des questions de santé publique comme le cancer (1985) et le SIDA (1987) qui continuent de les préoccuper. Ils appuient fermement la coopération multilatérale en ce domaine, notamment au sein de l'Organisation mondiale de la santé.

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20025780 9

DOCS
CA1 EA 88C33 EXF
The Toronto Economic Summit. --
43248711

ACCOTM

25970	JAUNE
25971	NOIR
25972	BLEU
25973	BLEU RL
25974	GRIS
25975	VERT
25977	TANGERINE
25978	ROUGE
25979	ROUGE EX

AMADA BY/FABRIQUE AU CANADA PAR
ADIAN COMPANY LIMITED
CANADIENNE ACCO LIMITEE
CANADA

doc
CA1
EA
88C33
EXF

DOCS
CA1 EA 88C33 EXF
The Toronto Economic Summit. --
43248711



43-248-711(e)

CONFIDENTIAL
.b 2173748(E)
.b 217375X(F)

April 1988

THE TORONTO ECONOMIC SUMMIT
1. INTERNATIONAL ECONOMIC COORDINATION

The continuing objective of Summits is to achieve compatible macro-economic policies to foster balanced growth. Even though Summits are not decision-making forums, they have enabled the leaders of the major industrialized democracies to pursue more coordinated and more effective responses to economic problems and to implement credible policies in order to restore confidence.

At the Tokyo Summit in 1986, recognizing the need for close and continuous coordination of economic policies, Summit leaders formed the Group of Seven Finance Ministers (G-7). The G-7 was charged with the responsibility of improving policy coordination to promote non-inflationary economic growth, strengthening market-oriented incentives for employment and investment, and fostering greater stability in exchange rates.

At their meeting in Paris in February 1987, the G-7 Finance Ministers agreed to promote more balanced global growth, and to reduce fiscal and external imbalances. To this end, each country undertook specific commitments for action. The "Louvre Accord" reached on that occasion contained measures to stimulate domestic demand in the Japanese and West German economies, and to reduce the US fiscal deficit.

Canada undertook to reduce the federal budget deficit, implement tax and regulatory reform, pursue trade liberalization bilaterally with the United States and multilaterally within the Uruguay Round, and continue to focus monetary policy on the reduction of inflation and to ensure that it was consistent with orderly exchange markets.

The G-7 also stated that the substantial change in exchange rates which had taken place since the G-5 agreement in Washington of September 1985 (Plaza Agreement) would contribute to reducing external imbalances, and had brought exchange rates within ranges consistent with underlying economic fundamentals provided that commitments were implemented. G-7 Ministers and Central Bank Governors agreed to cooperate to foster exchange rate stability.

The Venice Summit of June 1987 was dominated by a spirit of cooperation and cohesiveness among leaders. They were encouraged by continued, though lower, economic growth, by continued low rates of inflation and generally reduced interest rates. The strategy adopted by the G-7 in the Louvre Accord was further endorsed at the Summit (and then by the G-7

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures

.../2

JUN 3 1988

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE

43-248-711(e)
- 712(f)

communiqué of December 1987). Of particular importance to Canada, Summit leaders agreed to strengthen further the role of the G-7 Finance Ministers.

Nevertheless, on October 19th, the sudden stock market decline sent a shock wave through the world financial system. It showed how increasingly integrated international financial markets are, and their great vulnerability caused to a significant extent by massive international trade imbalances. These destabilizing imbalances between the United States, Japan, the Federal Republic of Germany, and the newly-industrialized countries of Asia (NIC's) result from a policy mismatch in the early and mid-1980s, when the USA was following expansionary fiscal policies, leading to an increase in imports, while other countries, particularly West Germany and Japan, were pursuing tight economic policies which reduced demand for imports.

On the positive side, it is now clear that the international economy has recovered from the October shock better than expected. Most forecasters believe the industrial countries can enjoy a sixth year of moderate growth with low inflation. There are now signs that as a result of exchange rate shifts, the major external imbalances are starting to correct themselves. Japan, and to a lesser extent West Germany, have taken steps to stimulate domestic demand, while the United States have pursued tighter policies, notably by reducing federal government spending.

The Canadian government's track record on its Louvre Accord commitments is positive. On the macroeconomic side, the Government has steadily reduced the federal budget deficit and has introduced an important program of tax reform. On the microeconomic side the Government has followed an active policy of regulatory reform in the financial, transportation and telecommunications sectors, and of privatization of Crown-owned corporations and assets. The Government is also participating actively in the Multilateral Trade Negotiations, and has negotiated a major Free Trade Agreement with the USA.

As the global economic imbalances are reduced, the challenge for policy makers in the Summit countries is to commit themselves to implement the appropriate combination of macroeconomic and microeconomic measures to manage the transition effectively, without jeopardizing prospects for continued non-inflationary economic growth. The Toronto Summit will provide Summit leaders with an opportunity to help restore confidence by showing credible leadership in that direction.

April 1988

THE TORONTO ECONOMIC SUMMIT
2. MULTILATERAL TRADE NEGOTIATIONS

The issues of protectionism and world trade liberalization have been prominent at all Summits. In the late 1970s, leaders gave support and impetus to the Tokyo Round of the Multilateral Trade Negotiations (MTNs), which was successfully concluded in 1979. Following a commitment at the 1986 Tokyo Summit, the Ministers of the GATT Contracting Parties, including Canada's Secretary of State for External Affairs, Joe Clark, met at Punta del Este, Uruguay, in September of that year, to launch a new round of Multilateral Trade Negotiations. The negotiations of the Uruguay Round will be the largest and most ambitious yet undertaken, intended to establish the blueprint for international trade relations until the end of this century and beyond.

The MTNs represent both a challenge and an opportunity for Canada to help identify forward-looking solutions to the current and emerging problems facing the international trading system. Canada approaches the Uruguay Round with a sense of urgency, determined to fight protectionist threats, to enhance the rule of law in international trade and to restore the momentum towards further trade liberalization.

The Ministerial Declaration at Punta del Este demonstrated the participating countries' commitment to the process and outlined the challenging negotiating agenda. The Declaration:

- greatly strengthens the commitment to stop the introduction of new protectionist measures and promote policies which will remove barriers to trade (standstill and rollback);
- includes for the first time specific objectives for across-the-board negotiations on agriculture, which embrace not only improved market access but the application of multilateral disciplines to the use of all direct and indirect subsidies and other measures which distort trade;
- aims to reduce or eliminate tariff and non-tariff barriers, in order to improve market access conditions;
- includes "new issues" such as trade in services, intellectual property, trade-related investment measures;
- specifies a series of institution-building and rule-making measures to reinforce and extend the mandate of the GATT.

.../2

At the Venice Summit in 1987, the Summit leaders reaffirmed their support for the multilateral trading system and the Uruguay Round. There was recognition that predatory and protectionist trade practices cannot be continued and that the Uruguay Round negotiations must be quickly advanced. The Summit countries committed themselves to tabling comprehensive proposals for negotiations and supported the call for a MTNs mid-term review by Ministers. It was agreed that one of the goals of the MTNs should be "early results" and leaders in their communiqué recalled the undertaking at Punta del Este, that agreements reached at an early stage might be implemented prior to the end of the Round.

When the Uruguay Round was launched in 1986, it was agreed that it would end in four years. The Mid Term Review Conference of the MTNs at the Ministerial level to be held in Montreal in the week of December 5, 1988, will provide an opportunity to review and consolidate the achievements of the first two years of the talks and give added impetus for the decisive final phase.

Canada, which derives 46% of its gross domestic product from international trade, is playing a constructive role in the MTNs to lower global trade barriers and create more transparent and effective rules of the game. It is important for Canada to have a strong GATT that is credible both to trading countries and to businessmen involved in trade. To this end Canada is working with its Summit partners to devise means of strengthening the GATT system and reinforcing its effectiveness.

Canada believes that all countries will benefit from global economic growth through liberalized trade. The Canadian Government, which views the participation of developing countries as crucial to the success of the Uruguay Round, has strongly encouraged their full participation in the Uruguay Round. It has sought to help them to do so through projects funded by the Canadian International Development Agency. These have included educational programmes aimed at improving trade policy officials' abilities to develop policy positions and to defend their interests in the negotiations.

Prospects for the Mid Term Review Conference will be discussed by leaders at the Toronto Summit.

April 1988

THE TORONTO ECONOMIC SUMMIT
3. TRADE IN AGRICULTURAL PRODUCTS

In recent years, inappropriate agricultural policies have induced dramatic growth in farm production, particularly in the developed countries. World farm output outstripped growth in world demand, with the result that stocks have grown and international prices for agricultural commodities have declined. In the past few months, stocks have been reduced somewhat and some prices have made a modest recovery. World wheat prices remain depressed compared to levels prevailing at the start of this decade, however, and the need for policy reform to cure the root causes of the problem still remains to be acted upon.

The financial position of farmers exposed to low world prices has suffered seriously. Costs of farm support programs have increased dramatically and constitute a major charge against countries' treasuries.

The international community is placing great emphasis on the underlying causes of this crisis. The main cause is the incentive to over-produce which support programs give to farmers. Price and income supports to producers account for over 80 per cent of total assistance to agriculture in OECD countries. The gap between world prices and domestic support prices has widened sharply in recent years.

This situation has been aggravated during the last decade by the slowdown of demand related to world economic developments and further increases in supply arising from technological advances in developed countries, and expanded production in some developing countries.

Some policies stand out as being particularly damaging to the world agricultural economy. In 1977 the European Economic Community (EEC) experienced a cereals deficit of 24 million tonnes. High farm support prices have transformed this into a surplus of 14 million tonnes in 1986; a change of 38 million tonnes in the net cereals trading position of the EEC in less than a decade. Although recent decisions by the EEC are intended to constrain agricultural support expenditures, the effects of these measures on production and trade are, in Canada's view, not likely to be significant. Recent changes in US policies too, have had a dramatic impact on world market prices, for grains in particular. The US has significantly

.../2

stepped up its use of export subsidies under its Export Enhancement Program. This has driven world prices down to levels well below US domestic market prices.

Prime Minister Mulroney first introduced agriculture as a Summit issue at Tokyo in 1986. Leaders then noted with concern the surplus in agriculture production that had resulted, in large measure, from domestic subsidy and protection policies. Consensus was reached that action was needed to redirect policies and discipline agricultural production in light of real world demand.

That same year, Canada played an instrumental role in the founding by Australia of the "Cairns Group" of 13 agricultural exporting nations. The Group includes a broad range of countries and has established far reaching objectives for agricultural trade reform, a major item on the agenda of the Uruguay Round. The problems of agricultural trade were a major priority of Canada at Venice in 1987. The Venice Economic declaration gave a strong, unqualified endorsement of the 1987 OECD Ministerial communiqué on agriculture, which had strongly reaffirmed the need for a concerted reform of agricultural policies, given the scope and urgency of the problems.

At their most recent meeting, Cairns ministers agreed on the need to develop the elements of a reform package, by the middle of this year, to enhance the prospects for a collective commitment to a long-term framework for agricultural reform at the MTN Mid-Term Review Conference, to be held in Montreal in December. Canada takes the position that this framework should be underpinned by strengthening of GATT rules. In addition, measures for immediate implementation should encompass a freeze of all support measures distorting trade in agriculture followed by reductions in global support, particularly for the most trade distorting production and export subsidies. An immediate increase in access opportunities and an agreement on the management of surpluses so as to avoid the disruption of world markets are also needed.

In Toronto, Summit leaders will review progress towards agricultural trade reform and discuss the tasks that remain, particularly in relation to the Multilateral Trade Negotiations.

April 1988

THE TORONTO ECONOMIC SUMMIT
4. DEBT OF MIDDLE INCOME COUNTRIES

The debt burden of many developing countries, which has in total reached more than US\$1 trillion, has been a prominent issue on the agendas of recent Summit meetings. The indebtedness of the middle income countries, principally in Latin America, comprises almost half that amount.

Since the issue of developing country debt first emerged as a major problem in 1982, the international community has adopted a strategy to deal with this issue based on stretching out repayment terms and providing new lending to enable debtors to grow and adjust.

In 1985, U.S. Treasury Secretary Baker launched an initiative to strengthen the debt strategy with a call for \$20 billion in new money from the commercial banks and \$9 billion from the international financial institutions. Built on the case-by-case approach to the debt problem adopted at the 1983 Williamsburg Summit, the distinguishing feature of the strategy is the provision that domestic adjustment must also allow for adequate rates of economic growth in debtor countries. Specifically, the Baker initiative emphasized the essential need for: the implementation by debtor countries of economic policy reforms; a continued central role for the IMF and an enhanced role for the multilateral development banks, particularly the World Bank; and increased lending by commercial banks.

In Venice in 1987, Summit leaders endorsed the US cooperative debt strategy initiative, and welcomed closer cooperation among international financial institutions.

The international debt strategy has made important progress in dealing with the problem of developing country debt. Potential financial crises have been successfully averted and the systemic threat to the world financial system, while still present, has been reduced considerably. Several of the most heavily indebted countries have implemented strong adjustment programs, crucial to the eventual restoration of their creditworthiness.

The World Bank and the International Monetary Fund have played key roles in assisting debtor countries through consultation and policy advice, and of course, lending to support economic reforms. Formal agreement is expected shortly

.../2

on a US \$74.8 billion General Capital Increase for the Bank, which will permit increased levels of lending. Commercial banks and the Paris Club group of official creditors have supported debtor countries in their adjustment programs, through debt reschedulings and new financing where needed.

Despite these positive developments, however, the implementation of the debt strategy has been uneven. Although a few developing countries have succeeded in reducing their debt burdens, others continue to experience serious economic difficulties. Such difficulties have been exacerbated by an unfavourable international environment, particularly sluggish economic growth and low commodity prices. Under these circumstances, renewed efforts are underway to strengthen further the international debt strategy.

Most debtors and creditors including Canada continue to endorse the framework of the Baker Plan for managing the debt problem. If developing countries are to "grow out of their debt", however, attention must increasingly be focussed on improving the implementation of this strategy. Among the major challenges that lie ahead are: promoting greater action by creditor governments and international financial institutions in providing financial resources for growth and adjustment; further broadening the "menu of options" to engage commercial banks more effectively in providing financing to debtor countries which implement appropriate adjustment programs; reconciling the need for additional financing with the recent emergence of "options" which actually reduce the stock of debt, with banks absorbing the associated losses; and, finally, providing further incentives to debtor countries to reinforce economic adjustment programs. Summit leaders will review these issues in Toronto.

April 1988

THE TORONTO ECONOMIC SUMMIT
5. DEVELOPING COUNTRIES AND THE
SPECIAL PROBLEMS OF AFRICA

A continuing difficult global economic environment highlights both the realities and the challenges of interdependence between developed and developing countries. The extent and complexity of these relationships have been discussed in past Summits.

Canada continues to see a substantial and increased flow of external resources to developing countries as key to their growth and development. Canada's own development assistance program is considerable and, as indicated in the Government's new aid strategy, will grow in the future, to reach 0.6 per cent of GNP by 1995/96 and 0.7 per cent by the year 2000. Canada supports a strong role for the international financial institutions, particularly the IMF and the World Bank Group in facilitating resource flows to developing countries. It encourages greater cooperation and coordination among the Bretton Woods institutions as well as between these and bilateral donors in order to ensure the most effective and efficient flow of resources and policy advice to developing countries.

Canada's stance is a reflection of the long-standing commitment of Canadians to international development assistance and cooperation. It reflects as well the belief that multilateral cooperation on economic issues is essential for economic growth in both developed and developing countries. In particular, the Canadian Government is of the view that the new round of multilateral trade negotiations provides a means to ensure further global growth through liberalized trade, and that all countries, including developing countries, will benefit.

Development in the poorest countries, particularly those in Sub-Saharan Africa, remains a particularly difficult, long-term process. There is common agreement that patience, energy and imagination are necessary to put in place and sustain an acceptable level of development infrastructure. In many cases, substantial reform of economic policies is needed for adjustment to take place, establishing a basis for growth. A number of African governments have taken painful and courageous steps along the path of reform. Donor governments have agreed to assist Africa in this process through increased resource flows and other measures.

.../2

In this context, the external debt of the poorest countries in Sub-Saharan Africa poses a number of unique problems requiring special attention. Even though the relatively small debt in absolute terms (approximately US \$85 billion) makes it less of a threat to the world financial system than do the difficulties of the major debtors, the debt is a very heavy burden for the small, fragile economies involved. In most cases, declining terms of trade have made even more problematical the servicing of external debt in the short term. Most of the debt of the poorest countries is owed to governments and international financial institutions, and thus these donors have the opportunity to play a direct role in helping to address the problem.

Since the 1987 Venice Summit, there have been a number of important achievements in that field. At Venice, a high priority was placed on the special problems encountered by the poorest countries. Summit leaders called for the expansion of the Structural Adjustment Facility (SAF) of the International Monetary Fund, which provides concessional financing for the poorest countries which are seeking to implement economic reforms. This goal was achieved last December, when agreement was reached to triple the SAF's resources. Leaders also looked to the possibility of innovations at the Paris Club, where official debt is rescheduled. There, agreement has been reached on more generous grace and repayments for the poorest debtors. For its part, the World Bank has been able to marshal commitments of US\$6.7 billion from bilateral donors in co-financing of Bank adjustment programs in the poorest countries in Sub-Saharan Africa over the next three years. Finally, some countries have provided relief on past official development assistance loans.

At the Francophone and Commonwealth Summits last fall, Canada announced it would forgive such debts for 13 countries in Sub-Saharan Africa. This measure follows an undertaking Canada made at the 1986 UN Special Session on Africa to contribute to relieving the debt burden in that region. Even with these recent initiatives, a special UN advisory group estimates that an additional US \$2 billion is needed annually over the next few years to restore prospects for development and growth in the poorer countries of Sub Saharan African.

Canada will seek to ensure, as has been its tradition in past Summits, that the interests and perspectives of developing countries are taken into account at Toronto, particularly in light of Canada's role as host of the Francophone and Commonwealth Summits in 1987.

April 1988

THE TORONTO ECONOMIC SUMMIT
6. POLITICAL ISSUES

Summit political discussions often focus on East/West relations. For example, leaders at Versailles in 1982 and London in 1984 agreed on a general approach to East/West economic relations. The Williamsburg Summit in 1983 associated Japan with a Declaration on the indivisibility of the security of Summit countries. The 1985 Bonn Summit in its "Political Declaration on the 40th Anniversary of the end of the Second World War" was a statement of democratic values shared by Summit countries, as was the 1986 Tokyo Declaration "Looking Towards a Better Future". Summits in their discussions and declarations also have frequently addressed specific aspects of East/West relations such as arms control and Afghanistan. The Venice Summit of 1987 in its "Statement on East/West Relations" was in effect a statement of common approach to the Soviet Union under Mr. Gorbachev with respect to these issues and others such as human rights.

Over the years Summits have also dealt with terrorism. The Bonn Declaration of 1978 was a major achievement in combatting aircraft hijackings. At Venice last year leaders reaffirmed their commitment to statements on terrorism made at previous Summits, and took decisions to strengthen the Bonn Declaration.

Leaders also discuss any crises that occur around the time of the Summit. For example, the Chernobyl nuclear accident and freedom of navigation in the Persian Gulf were respective issues of the last two Summits.

Summit Foreign Ministers exchange views on a broad range of political issues. In addition to East/West and North/South relations, Foreign Ministers generally discuss regional conflicts such as the Middle East, South Africa, Central America, Afghanistan, Kampuchea, and the Iran/Iraq War. They report to leaders on their discussions and help them shape the final text of any political declarations.

At Toronto leaders will, no doubt, as at past Summits, discuss East/West relations and other political subjects. East/West relations will be of particular interest in the aftermath of the Moscow Summit between President Reagan and General Secretary Gorbachev scheduled to take place May 29 to June 2 and of the NATO Ministerial Meeting to be held in Madrid June 9-10.

April 1988

THE TORONTO ECONOMIC SUMMIT
7. ANCILLARY ISSUES

Subjects as important as protection of the environment, science and technology, narcotic drug abuse, AIDS, and education have been addressed by Summit leaders in the past. It is not yet clear whether or how these issues will be addressed at the Toronto Summit in view of the desire of leaders to focus on the major economic issues of the hour. Among these many issues the following may be of particular interest to Summit leaders this year.

Environment - Summit leaders at the Venice Summit in 1987 reaffirmed their shared responsibility for protecting the natural environment. This has been reflected in the activities of Summit countries in multilateral and UN agencies dealing with such problems as the control of hazardous substances, ozone layer depletion, long-range transport of air pollution (acid rain), and other air and water pollution questions. In September 1987, the Montreal Protocol on Protection of the Ozone Layer was signed.

The report of the World Commission on Environment and Development (Brundtland Report) was released in April 1987 and multilateral institutions and United Nations organizations are considering how its recommendations can be followed-up in relevant fora. The report makes wide ranging recommendations, centered on the achievement of "sustainable development" through the integration of environmental considerations into economic and social decision-making, and protecting common environmental assets for future generations.

Science and technology - Science and technology have been featured on the Economic Summit agenda in various ways for the past five years. This reflects both the growing importance of technology in economic affairs as well as the increasing internationalization of science and technology.

At the 1983 Summit, Japan proposed an annual conference of independent "wise men" on the ethical implications of progress in the life sciences, and this April the Fifth Summit Conference on Bioethics will be held in Italy.

Health issues such as cancer (1985) and AIDS (1987) have preoccupied Summit Leaders in the past and continue to do so. They strongly support multilateral cooperation on health issues, notably through the World Health Organization.

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20025780 9

DOCS
CA1 EA 88C33 EXF
The Toronto Economic Summit. --
43248711

ACCOTM

25970	JAUNE
25971	NOIR
25972	BLEU
25973	BLEU RL
25974	GRIS
25975	VERT
25977	TANGERINE
25978	ROUGE
25979	ROUGE EX

CANADA BY / FABRIQUE AU CANADA PAR
CANADIAN COMPANY LIMITED
CANADIENNE ACCO LIMITEE
CANADA